

En Tunisie, un suicide pour dénoncer la pauvreté

A Kasserine, arrière-pays délaissé, un journaliste s'est immolé au nom des oubliés du « printemps » de 2011

KASSERINE - *envoyé spécial*

Il était assis là, à cette place. Les yeux noisette de Safwa Guerrazi s'embuent quand elle s'installe dans ce bar de Kasserine, ville du centre-ouest de la Tunisie, non loin de la frontière avec l'Algérie. Safwa Guerrazi est une collaboratrice de la chaîne privée Telvza TV. Sous la guitare rivée au mur, touche ludique en ce repaire de la jeunesse, la chaise en plastique rouge à gauche de Safwa est vide, monumentale absence. « Il commandait toujours un café-crème », souffle la jeune femme, bonnet de laine pourpre d'où s'échappe une longue mèche brune. « Il était comme mon frère », ajoute-t-elle d'une voix brisée.

« Il » était donc assis là, son collègue et « frère » Abderrazak Zorgui, quelques jours avant son sacrifice du 24 décembre 2018. L'immolation par le feu de ce journaliste de Telvza TV âgé de 29 ans, correspondant très populaire à Kasserine, a jeté l'effroi dans cette cité de la Tunisie intérieure, pourtant coutumière de convulsions.

Dans une vidéo diffusée sur Facebook avant le drame, Abderrazak Zorgui, plus connu sous le surnom de « Rzouga », avait déclaré vouloir mener « une révolution tout seul » au nom des « chômeurs » et des « pauvres » de Kasserine, victimes d'un « mensonge » depuis « huit ans ». Dans les jours qui ont suivi, quatre autres jeunes de Kasserine se sont à leur tour immolés, mais ont survécu à leurs brûlures. « Il s'agit d'une nouvelle culture de l'immolation », s'inquiète Monia Mhamdi, militante associative.

Coupable réminiscence

Brutalement, la mémoire de Mohamed Bouazizi, ce vendeur ambulancier de la ville voisine de Sidi-

Bouazid, dont l'immolation, le 17 décembre 2010, avait été l'étincelle du « printemps tunisien » de 2011, a ressurgi, telle une coupable réminiscence. Le geste fatal de « Rzouga » n'a pas, à ce stade, provoqué l'escalade de troubles qu'il semblait espérer, une sorte de réédition de l'« effet Bouazizi ». Mais à Kasserine, comme dans d'autres cités de cet arrière-pays tunisien marginalisé par rapport à un littoral plus prospère, le ressentiment social couve, périlleux sentiment d'avoir été trahi. « Depuis 2011, les pauvres se sont appauvris et les riches se sont enrichis », grince Safwa.

« Rzouga », solide gaillard au cheveu gominé, était une figure de la presse de Kasserine. Il était de toutes les manifestations et des discussions de bar, trimbalant son « sourire attentif aux autres », selon le mot de Safwa, sur les terrasses de la place des Martyrs du centre-ville, là même où il s'est embrasé au milieu des hurlements des passants. Issu d'une famille modeste, mais non pauvre, de cinq enfants, il s'était formé à la vidéo et à la photo auprès de ses deux frères, Bahri et Hamma, qui disposent chacun d'une petite agence de production.

La fratrie était très présente sur le marché événementiel des mariages et autres cérémonies familiales. Pour « Rzouga », la découverte du journalisme n'était que très récente. Il y a un an, Telvza TV, une petite chaîne privée née du foisonnement du paysage médiatique post-révolution, l'enrôle comme reporter d'image pigiste. « Il aimait vraiment le métier, il voulait toujours se déplacer autour de Kasserine », se souvient Zouhayr Latif, le PDG de Telvza TV.

Les conditions de travail sont pourtant délicates pour ces pigis-

tes locaux dans une région sulfureuse marquée par les conflits sociaux ou les escarmouches entre l'armée et les maquis djihadistes repliés dans les montagnes environnantes. « La situation de ces journalistes est très précaire et risquée », observe Zied Dabbar, membre du bureau exécutif du Syndicat national des journalistes tunisiens (SNJT). Ils sont sous-payés, dépourvus de couverture sociale et n'ont reçu aucune formation à la sécurité. Au tarif de 100 dinars (29 euros) le reportage, « Rzouga » n'a jamais gagné plus de 300 dinars (88 euros) par mois. Pourtant, il ne se plaignait pas, selon ses collègues, acceptant même de travailler en dépit des retards dans le versement de ses piges.

Il couvrait avec passion les mouvements sociaux, notamment les sit-in des diplômés chômeurs devant le siège du gouvernorat (préfecture) de Kasserine. « Il était très humain, doté d'une grande sensibilité », souligne sa collègue Safwa. Ses reportages dans les villages pauvres autour de Kasserine, « où les gens ne connaissent même pas le nom du président de la République » – dénoncera-t-il dans sa vidéo testament – , l'avaient ébranlé. « Il ressentait la pauvreté de la région avec beaucoup de douleur », affirme Nabil Gassoumi, un ancien dirigeant de l'Union des diplômés chômeurs (UDC).

Mais sa révolte grandissante suffit-elle à expliquer son geste ? Ou s'est-elle mêlée à des failles plus intimes ? « Rzouga » avait une vie personnelle compliquée : divorcé d'une première femme, avec laquelle il avait deux enfants, il s'était récemment séparé de sa nouvelle épouse. Pour autant, son suicide demeure incompréhensible aux yeux de sa famille et de ses amis, qui n'avaient décelé aucun

signe troublant dans les jours ayant précédé son immolation. «*Il était fort et surtout pas désespéré*», insiste Safwa. «*Rzouga*» avait des projets. Il devait achever un reportage auquel il tenait beaucoup : un document sur les villageoises récoltant l'alfa, maigre subsistance pour les communautés locales.

Etrange compare

S'il a bien annoncé son geste fatal dans la fameuse vidéo de Facebook, le justifiant par une rhétorique révolutionnaire, et s'il s'est aspergé d'essence, ses proches sont convaincus qu'il ne s'agissait que d'une dramaturgie dépourvue d'intention d'aller jusqu'au bout. «*Pour moi, il n'a jamais eu réellement la volonté de se suicider*», affirme son frère Hamma. Ce dernier pointe la responsabilité d'un des membres du groupe accompagnant ce jour-là «*Rzouga*» et qui aurait allumé un briquet pour transformer la victime en torche vivante. Cet étrange compare est aujourd'hui détenu par la police qui veut établir son rôle précis

« Les mouvements sociaux sont criminalisés à cause du terrorisme »

NABIL GASSOUMI
ex-chef de l'Union
des diplômés chômeurs

dans l'immolation. «*Il était entouré de faux amis qui ont cherché à l'utiliser pour enflammer la ville*», fustige Safwa.

Et maintenant ? Hormis une effervescence de quelques jours vite retombée, la mort de «*Rzouga*» n'a pas provoqué de troubles sur Kasserine. Les agitateurs potentiels ont fort à faire dans une région certes en proie à la détresse sociale, mais dont une partie de la population n'est pas insensible au discours sécuritaire du gouvernement invoquant le péril terroriste

pour neutraliser toute contestation. «*Les mouvements sociaux sont criminalisés à cause du terrorisme*», déplore Nabil Gassoumi, l'ancien responsable de l'UDC. Le désenchantement des oubliés du «*printemps tunisien*» n'en continue pas moins de sourdre, toxique. Il nourrit un climat délétère et hautement volatil. «*Il y a une oligarchie à Tunis, résume Monia Mhamdi, la militante de la société civile, et il est clair que nous ne faisons pas partie de la famille.*»

Le 24 décembre, dès qu'elle a pris connaissance sur Facebook de la vidéo de «*Rzouga*» annonçant son immolation, Safwa a pensé à une plaisanterie. Inquiète, elle a lui a quand même envoyé un SMS : «*Où es-tu, mon frère ?*» Il lui a répondu : «*Je vais m'immoler pour donner du travail aux chômeurs.*» Elle a enchaîné : «*Ne m'inquiète pas !*» Et il conclut, ultime message : «*Ça y est, je t'assure. Mon cœur est fatigué.*» La fatigue de «*Rzouga*» ou la lassitude collective de Kasserine. ■

FREDERIC BOBIN

